

**Écrire  
l'histoire**

## Écrire l'histoire

Histoire, Littérature, Esthétique

3 | 2009

Le détail (1)

---

# Micro-analyse et histoire sociale

**Edoardo Grendi**

Traducteur : Pierre Savy



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/elh/944>

DOI : 10.4000/elh.944

ISSN : 2492-7457

### Éditeur

CNRS Éditions

### Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2009

Pagination : 67-80

ISBN : 978-2-35698-008-3

ISSN : 1967-7499

### Référence électronique

Edoardo Grendi, « Micro-analyse et histoire sociale », *Écrire l'histoire* [En ligne], 3 | 2009, mis en ligne le 01 juin 2012, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/elh/944> ; DOI : 10.4000/elh.944

---

Tous droits réservés

# Micro-analyse et histoire sociale

*Traduit de l'italien par Pierre Savy*

1. DANS LE NUMÉRO 34 des *Quaderni storici*, Villani et Romanelli relancent la discussion sur l'histoire (sociale) contemporaine. Le premier, qui est un optimiste typique, cherche à voir dans une série de travaux récents, de valeur inégale et inégalement cohérents, l'annonce d'une saison nouvelle. Le second, qui est un pessimiste typique, se demande pourquoi cette saison nouvelle n'arrive pas et en attribue la faute aux schémas pratiques et mentaux des historiens contemporanéistes. Une telle « réification » s'accomplit en deux directions : contre la simplification idéologique et politique de l'analyse marxiste érigée en principe historiographique, et contre la simplification théorique dérivant de l'adoption généralisée d'un ensemble de catégories et d'un modèle interprétatif qui sont apparus pour expliquer le *processus* historique spécifique de la révolution industrielle et du capitalisme anglais. En conséquence, la critique est double, en ce sens qu'une simplification couvre l'autre ; d'où une conclusion sceptique,

que l'on pourra décrire comme tempérée ou au contraire accentuée par une sorte d'eschatologie historiographique confiée à la micro-analyse. De manière moins dramatique, Villani, qui a une prédilection pour le « devenir historiciste », voit dans la micro-analyse historique une étape complémentaire et subalterne d'un travail de synthèse. Il place explicitement le problème de la reconstruction de la stratification sociale à l'échelle d'une nation dans la perspective de « grands problèmes » – mais n'indique pas les supports d'analyse et les moyens de procéder. Tient-on là un exemple de « simplification théorique » ? Les grands problèmes ont en effet acquis une sorte de dimension intuitive et idéologique : un peu comme quelqu'un qui, invariablement, répond à vos questions en vous rappelant la complexité du réel – ce qui revient à dire qu'il vaut mieux ne pas insister.

C'est là en tout cas une attitude assez répandue : l'histoire sociale est identifiée au problème

des classes, de la stratification et de la structure sociales; on présuppose qu'il s'agit là de réalités en soi, objectives. À ce propos, on peut rappeler la polémique des anthropologues (à partir de Leach) contre cette matérialisation de la structure (par exemple la structure de parenté), ce qui est cohérent avec le point de vue d'E. Thompson, qui refuse ce statut de réalité en soi à la classe et présente celle-ci, au contraire, comme une « relation ». Mais il faut aussi tenir compte de l'enseignement que les historiens peuvent tirer des travaux de Daumard et de son groupe, où les classes sont articulées empiriquement avec les groupes socioprofessionnels, de même que les marxistes distinguent « classe en soi » et « classe pour soi » sur la base de cette « conscience » discriminante que Thompson, précisément, résout dans la *relation* (quant à savoir s'il a ou non résolu cette perspective en termes impressionnistes et littéraires, c'est une autre question).

Si tel est à peu près l'enchevêtrement critique devant lequel nous nous trouvons, il convient de considérer les possibilités de la recherche historique dans une perspective analytique. Il n'y a pas de doute que l'abstraction en termes de profession et de niveau de fortune permet le maximum d'agrégation générale (en effet, il suffit de « compter »), indépendamment des possibilités infinies d'agrégation idéologiques et intuitives, aisément manipulables. Le fait est toutefois que cette recherche finit par révéler son caractère abstrait, au point de requérir l'intégration de don-

nées complémentaires qui constituent en somme un examen des comportements: tant pour qualifier les groupes sociaux (par exemple les « modes de vie » ou les façons de s'alimenter) qu'entre les différents groupes – comment ils interagissent, comment un groupe se reflète dans la conscience de l'autre. Si bien que le projet d'agrégation risque de se briser: l'examen des rapports entre groupes (et dans le groupe) impose un caractère concret et rigide, n'envisageant qu'une parcelle de la société.

Soulignons le passage analytique du concept de classe à celui de groupe social: E. Wolf s'est plaint avec raison de l'absence, dans l'élaboration théorique marxiste, d'une théorie des groupes sociaux. Cela a fini par confiner le concept de classe à la dimension d'un préjugé, non analytique et non opératoire. Et ces groupes sociaux peuvent être qualifiés différemment en intégrant des données (âge, sexe, niveau de fortune, profession) et des comportements (résidence, choix du conjoint, alliance/rivalité, etc.). Je voudrais rappeler à Villani l'intérêt que présentent certaines recherches récentes (Le Couturier, A. Anderson, J. Foster) qui proposent, en des termes rigoureusement quantitatifs, d'examiner les solidarités sociales en croisant, justement, données et comportements.

Il vaut la peine d'observer à ce propos que la nouvelle histoire urbaine anglaise recourt systématiquement non pas aux recensements, mais au relevé de base constitué par les « feuilles de recen-

sement », antérieures à toute élaboration. Cela correspond à une vérité évidente : les objectifs des historiens d'aujourd'hui diffèrent de ceux des autorités qui procédaient au recensement hier. Le recours aux feuilles de familles individuelles est le présupposé de toute intégration prosopographique, et donc de la base même de la recherche analytique : partir des recensements déjà élaborés revient à conditionner de façon unilatérale le travail, à abstraire le social, à s'engager dans une confrontation stérile avec les catégories d'agrégation qui sont celles des autorités administratives passées.

Comment négliger, par exemple, la correspondance entre morphologie sociale et morphologie de l'habitat ? Sur ce point, dont l'importance est désormais acquise, insistent à la fois les antiquisants et les médiévistes, les anthropologues et les sociologues ; la dynamique même des villes contemporaines actualise constamment cette correspondance. De même pour l'examen des comportements matrimoniaux, thème récent dans l'histoire démographique mais qui depuis toujours permet d'identifier l'homogénéité d'un groupe social. En ce sens, du reste, les thèmes d'analyse sont destinés à se multiplier qualitativement aussi, à mesure que mûrira une méthodologie adaptée.

C'est par cette voie, certainement plus lourde en termes de travail, que peut être posé un problème tout aussi important : celui de l'agrandissement de l'échelle sociale, c'est-à-dire de l'élargis-

sement de l'unité sociale pertinente. Même si l'on ne voit pas encore comment répondre de façon historico-analytique au diagnostic des *processus* d'unification culturelle à l'œuvre sous l'effet de la structuration institutionnelle, de l'alphabétisation, de la politisation et des modèles d'imitation. Nous posons cette question simple : l'industrialisation a-t-elle différencié ou homogénéisé les structures sociales ? Posé en ces termes, le problème relève de l'histoire comparative et, puisqu'il est évidemment fonction de l'espace et du temps, on voit mal comment procéder autrement que par une série d'études de cas – pour ensuite, éventuellement, prendre en considération des typologies. Villani semble postuler qu'il existe une carte muette de dimension nationale (celle du recensement) que l'on peut remplir en utilisant des signes connus ou, du moins, préconstitués (les classes ou les groupes socioprofessionnels déduits des recensements). Est ici à l'œuvre le *processus* de simplification théorique que dénonce Romanelli : l'espoir d'arriver par cette voie à des cadres comparables dans le temps, qui qualifient la dynamique sociale comme progrès, en faisant toujours abstraction de l'espace – selon les formules courantes du modèle libéral-marxiste. Tel est précisément le « devenir historiciste », le « sens », pour Romanelli, devant lequel la micro-analyse vaut comme « une suspension du jugement, une prise d'acte de la perte de sens, qui [lui] semble le premier pas pour la reconquête d'une vérité ». Acceptons la présentation rhétorique d'une inversion des valeurs (sens/

non-sens). En vérité, nous reconnaissons une disjonction entre les thèses théoriques de la pensée dominante auxquelles se réfère Romanelli et une grande partie des produits historiographiques, considérés comme l'illustration d'une opérativité analytique indépendante. À l'égard de ces thèses, qui ne concernent pas seulement le modèle du capitalisme industriel, la perspective de la micro-analyse historique que l'on cherche à illustrer ici a certainement une signification radicalement contestataire.

2. Autant indiquer tout de suite le « champ d'intérêt » spécifique, au risque de tomber dans le ridicule de la plus grave abstraction, celle du concret absolu. Disons qu'il s'agit de l'« univers relationnel », du champ des relations interpersonnelles, nécessairement limitées à une aire « micro ». Cela explique l'intérêt pour l'histoire démographique, qui est la discipline historique qui pose ses problèmes en relation directe avec la société totale. Que cela soit accompli seulement pour compter et, en particulier, pour compter les événements vitaux, voilà qui est relativement secondaire. En effet, la reconstruction des familles permet l'identification de ces noyaux de base, la qualification de leur situation dans un cycle de développement et, à terme, l'élaboration de généalogies. De telles fiches peuvent être enrichies, surtout sur la base d'une utilisation plus systématique des registres paroissiaux : en relevant, par exemple, les noms des témoins de mariage, des parrains

de baptême et de confirmation, ce qui permet de cartographier des relations non secondaires. Et encore sur la base d'autres sources jusqu'à présent peu mises à profit, comme les contrats notariaux, les actes de juridiction civile et criminelle, les cadastres, les parlements, la comptabilité, les actes privés qui renvoient à des sources « centrales » de caractère judiciaire, comptable, fiscal, politique, censitaire. Tout document exprime une donnée ou, plus souvent, une relation. Est ainsi offerte la possibilité de reconstruire des histoires de famille et parfois, par une heureuse coïncidence documentaire, des histoires individuelles suffisamment riches – typiques ou exceptionnelles. Il est possible de relever des relations interindividuelles continues, c'est-à-dire structurées (par exemple des rapports de dette/crédit).

Considérons par exemple les sources notariales. On peut distinguer divers types de documents, comme des dotations, des testaments, des reconnaissances de dettes (éventuellement motivées), des quittances, des ventes, des locations, des contrats de travail, de procurations ou de cens, et encore des réunions de fabriques, d'ambassadeurs, d'universités, de communautés, etc. Le langage et le type du rapport documenté valent comme documents historiques au sens plein du terme : en plus de poser la relation entre deux sujets ou plus, ils ont un sens culturel (habitude, typicité).

On rencontre ici un problème technique spécifique : comment recueillir les données et comment les élaborer ? Ce problème, que Le Couturier, en

particulier, a discuté depuis longtemps, a conduit certains à déclarer la mort de l'historien-artisan. Je n'entends toutefois pas traiter de ce problème, mais plutôt de celui de l'organisation « conceptuelle » des données, qui est un aspect primaire pour la question.

Je considère que l'étude des sociétés paysannes, ce que l'on appelle l'anthropologie des sociétés complexes, peut fournir des suggestions et des instruments conceptuels opératoires, bien que, on en a conscience, la cartographie documentaire des rapports interpersonnels ne corresponde qu'approximativement à la recherche sur le terrain.

D'ailleurs, l'expansion rapide des études portant sur des communautés européennes dans les années 1960-1970 a posé le problème spécifique de l'utilisation des sources historiques. W. A. Douglass, commentant certains de ces travaux (*Current Anthropology*, 1975), insiste sur le fait que les données de l'anthropologue ne sont pas seulement « le flux de la vie sociale telle qu'elle se déroule devant les yeux d'un observateur participatif ». D'ordinaire, le travail de terrain est trop bref, et il ne peut suivre directement les nombreux cycles d'activité qui caractérisent aussi les plus petites communautés – d'où le recours à des enquêtes, des techniques d'échantillonnages, des entretiens informels et directs, des documents écrits. Ce qui distingue l'anthropologie des autres sciences humaines n'est donc pas tant la méthodologie que l'insistance sur l'approche

holistique de l'étude du comportement humain, quoique, pour des raisons heuristiques évidentes, il soit nécessaire d'établir des frontières qui délimitent la recherche en cours. Douglass soutient l'idée d'une complémentarité entre travail historique et travail anthropologique ; Davis, qui est l'auteur d'une recherche sur Pistocci, parle à ce sujet d'un « usage créatif de l'histoire ». Le chapitre 6 de son *People of the Mediterranean*, publié en 1977, montre bien ce qu'il entend par là. Mais il est difficile de trouver des développements ou des illustrations ultérieures de ces thèmes et de thèmes semblables, car cela comporte une définition du travail historique que l'on ne peut considérer de façon réductrice dans les termes d'une simple utilisation des sources écrites. Cole et Wolf définissent la pertinence de l'histoire à partir de l'expérience de terrain : « une histoire des structures pertinentes à notre zone, leur détermination dans le temps et leurs relations réciproques » (*The Hidden Frontier*, 1974).

Nous nous plaçons sur l'autre versant de cette perspective de complémentarité. Mais il est clair qu'il ne s'agit pas tant de la pertinence du présent pour le passé que, pour ainsi dire, d'une pertinence « analogique », qui fonde la possibilité d'un emploi de concepts et de schémas heuristiques liés à l'approche holistique. Cette approche a des conséquences radicalement critiques à l'égard de certains paramètres sectoriels qui commandent à la recherche historique et distinguent les terrains d'enquête (le politique, l'économique, le religieux,

le démographique, le social, etc.), souvent corrélés avec des disciplines scientifiques spécifiques (la science économique, la démographie, etc.).

La réflexion sur divers problèmes, comme le problème historique et démographique de la planification familiale dans une société paysanne d'Ancien Régime, a récemment évoqué des éléments de nécessité, de coercition culturelle dans le milieu familial et social, qui peuvent se révéler concordants avec des modèles d'explication générale comme le « familialisme amoral » de Banfield ou l'« image du bien limité » de Foster. L'historien insiste davantage sur les éléments de nécessité économique, mais il consacre aussi son analyse au problème de la distance entre mariages à l'intérieur de la famille, il considère les phases critiques du cycle familial, il examine les pratiques de succession héréditaire et il met en avant leur caractère conditionnant. Sur ce terrain, on peut dire en tout cas que la confrontation entre historiens et anthropologues est déjà en cours. Mais si la vérification du comportement factuel est commune aux deux professions, la projection culturelle plus ample semble demeurer un caractère distinctif de l'anthropologue. Que l'on pense, par exemple, à la signification que le « cycle de succession héréditaire » prend dans le travail de Cole et Wolf, à la dichotomie qu'ils proposent entre idéologie et pratique et à l'importance de la distinction idéologique (primogéniture à Saint-Félix, division égalitaire à Tret) pour l'organisation d'ensemble des relations sociales dans les deux villages des

Alpes. C'est là un bénéfice certain du travail sur le terrain : la possibilité de saisir immédiatement les connexions entre des phénomènes divers, entre le problème qui fait l'objet de l'analyse et « le reste », tandis que l'historien semble destiné à juxtaposer une série d'analyses distinctes – ce qui n'interdit pas que, analogiquement, il puisse planifier et orienter sa stratégie analytique d'ensemble.

D'autre part, il est vrai que le modèle culturel général peut privilégier un diagnostic synthétique et intuitif, qui ne doit pas tout aux analyses et qui repose donc, éventuellement, sur des préjugés. En tout cas, même des thèmes tels que le rôle de l'environnement comme mécanisme de contrôle social ou celui des valeurs d'honneur et de honte dans le *processus* de conformation de la communauté peuvent se révéler évidents si l'on considère directement la qualité des relations interpersonnelles, qui est plus difficilement reconstituée par l'historien (du moins quand manque une institutionnalisation précise de ces relations, et sauf les possibilités de « révélation », qui existent surtout dans les sources judiciaires). De façon caractéristique, l'historien travaille sur de nombreux témoignages indirects : dans cette situation, le document exceptionnel peut se révéler exceptionnellement « normal », précisément parce qu'il est révélateur.

Nul doute que l'orientation synchronique commune suggère une épistémologie fonctionnaliste : le thème diachronique du cycle familial postule la reproduction culturelle « simple » de la société, qui paraît en quelque sorte matérialisée

dans sa structure. De ce point de vue, il ne suffit pas de considérer une typologie de communautés (Wolf), ce qui est une façon indirecte d'accepter le principe de transformation (confrontation de morphologie qui postule le passage d'un type à l'autre) ; il faut résoudre analytiquement le problème des relations entre individu et société. Du point de vue de l'anthropologie sociale, c'est l'exigence de l'« individualisme méthodologique » (F. Barth). Du point de vue historique, nous pouvons supposer que la juxtaposition des analyses ne se fait pas dans une seule direction, mais de façon multidirectionnelle, en faisant enregistrer des marges statistiques de déviation par rapport à la signification, certaine, des concordances ou des corrélations. L'historien démographe lui-même enregistre en effet, aux sommets et à la base de la communauté, des phénomènes de divergence par rapport à la continuité de résidence et à l'endogamie. Toutefois, de telles divergences de comportements réussissent surtout à qualifier les groupes sociaux, à montrer des régularités différentielles. Cela n'enlève pas que, par certains aspects, la vérification des corrélations n'est pas univoque à l'intérieur d'un groupe (qualifié comme tel par d'autres correspondances), ce qui permet d'identifier des phénomènes de déviance comme des éléments novateurs, dissociateurs ou simplement marginaux de la culture de la communauté. Un modèle de divergence de groupe aux sommets

(dont l'exogamie et la mobilité de résidence sont certainement des éléments) exprime le concept anthropologique d'intermédiaire d'élite<sup>1</sup>, médiateur entre la communauté et la société plus large : cette position a pour le système politique local une importance stratégique fondamentale. Néanmoins, la qualité caractéristique de la société paysanne comme « société et culture partielles » (Kroeber) ne se limite pas à cette médiation. Les alternatives « économiques » qui intéressent toute la communauté postulent un brassage démographique d'importance variable et surtout des formes de mobilité non définitive, souvent liées à l'âge et différenciées en fonction du sexe.

De ce point de vue aussi, l'histoire des sociétés européennes redécouvre, en approfondissant les traditions folkloriques, les constantes d'une structure sociale distincte selon les sexes et les groupes d'âge (N. Zemon Davis, 1975 ; Y. Castan, 1974) – de même que l'histoire de la campagne européenne semble indiquer l'extraordinaire constance des associations territoriales, agrégat de voisins qui ne sont pas nécessairement parents, solidaire dans l'exécution de certaines tâches comme la répartition, l'usage ou la constitution de ressources d'intérêt commun. « Une des principales contributions de la recherche européenne à l'anthropologie sociale, écrit S. Freeman, pourrait selon moi dériver d'une étude compréhensive, historique et ethnologique, des formes d'organisation com-

1. « Intermédiaire d'élite » : nous traduisons ainsi *élite-broker* [NDT].

munautaire » (*The American Anthropologist*, 1973). D'où l'intérêt pour l'étude des formes d'habitat et la possibilité de tracer un cadre mobile et fonctionnellement différencié des références socio-territoriales. En effet, la structure sociale a nécessairement une pertinence spatiale définie : comme telle, elle est mieux définie sur la base de rapports qui indiquent de l'homogénéité (par exemple l'échange matrimonial) ou d'autres qui indiquent de l'asymétrie (comme généralement l'échange économique).

L'intérêt pour des institutions comme la clientèle et la parenté rituelle – mieux explorées par l'anthropologue, jusqu'à présent – s'explique par le fait qu'elles permettent de cartographier les rapports interpersonnels, de type vertical autant que, dans le cas de la parenté fictive, de type horizontal; tous deux peuvent, du moins dans le contexte méditerranéen, être définis par la formule de « contrat dyadique » (G. Foster). De fait, ces rapports postulent un échange, qui, dans certains cas, comme celui des prêts d'argent, peut être systématiquement documenté. La dilatation de ces rapports au-delà de l'espace de la communauté étend la dimension territoriale de la structure sociale au niveau d'une fondamentale asymétrie intra-communautaire, ce qui n'exclut pas l'approfondissement analytique de la structure spécifique de la communauté subalterne. Le conflit politi-

que ou la fête apparaissent comme des moments de révélation de la structure sociale sous-jacente, laborieusement cartographiée sur la base d'une reconstruction systématique des relations interpersonnelles. Les analyses typiquement anthropologiques du rituel et du symbolisme découvrent ainsi toute leur pertinence analogique pour la recherche historique.

**3.** Puisque la science économique a constitué jusqu'à présent un support privilégié de la recherche historique, il me semble utile de montrer les implications de l'approche que nous avons illustrée concernant une telle « orthodoxie ».

Évoquons une supplique de la fin du xvii<sup>e</sup> siècle dans laquelle la communauté de Monterosso (aujourd'hui dans la province de La Spezia <sup>2</sup>), frappée par les *méte* <sup>3</sup> imposées par Gênes sur le vin produit avec du cépage *rossese* – c'est une des rares ressources du lieu –, proteste contre le fait que ce sont toujours les mêmes marchands qui viennent au bourg, qu'ils proposent des tissus de mauvaise qualité et du blé avarié à des prix qu'ils fixent librement en échange d'un vin dont le prix est établi par l'administration. En termes d'analyse économique, l'asymétrie de l'échange dérive du rapport entre un jeu offre/demande libre et un jeu demande/offre contraint. Mais la « liberté » du premier reste fonction de l'étroitesse

2. Monterosso al Mare, province de La Spezia, Ligurie [NDT].

3. *Méta*, pl. *méte* : taxe prélevée au moyen de la fixation du prix d'un produit (en l'occurrence du vin) [NDT].

du marché, ce qui, dans une société préindustrielle, est absolument normal: le marché n'est pas seulement étroit, il est aussi occasionnel, et ce caractère occasionnel est strictement lié à « ces » marchands. Que le prix du blé soit le fruit d'une rencontre de l'offre et de la demande, voilà qui est tautologique: en effet, on pose qu'il est de toutes façons le fruit d'une telle rencontre, et l'on ne voit pas pourquoi on devrait négliger l'analyse du *processus* de la confrontation. Les pauvres vigneron de Monterosso ont parfaitement raison de présenter leur situation dans les termes d'un rapport interpersonnel: ils ne peuvent attendre la visite d'autres marchands, et n'ont donc pas d'autre alternative. Les marchands « chargent » un profit *ad libitum* sur leurs marchandises, comme cela devait arriver habituellement, mais, dans ce cas, il n'est pas possible d'opposer un contrat sur le prix du vin qui aurait apporté un certain équilibre: et c'est précisément là la variation, décisive par rapport à l'habitude. D'où la protestation et la requête, utopique, d'autres relations interpersonnelles qui, en tant que telles, ne sont pas en question. On a pu dire qu'il n'y a jamais eu d'échange qu'inégal; c'est pour cela que les relations d'échange sont un indice essentiel de l'articulation et de la structure de la société (S. Mintz). Cela se relie à ce que l'on a observé dans le paragraphe précédent. Mais le caractère exceptionnel de la protestation, motivée par l'innovation des *méte*, conduit à postuler une adaptation, en temps « normaux », à la situation d'échange.

Les paysans avaient besoin de blé et n'avaient que leur vin à offrir. Dans ce cas, il semble qu'il n'existât pas d'élite de négociants locaux (*brokers* ou intermédiaires avec la société au sens large). Mais il n'y a pas de doute que la récurrence de ces visites saisonnières avait créé entre acheteurs et vendeurs des rapports personnels qui allaient dans les deux sens, avec des possibilités, peut-être plus difficiles dans le cas de marchands-visiteurs, de compensation dans le temps. Les données de la situation d'échange étant élémentaires, nous pouvons raisonnablement supposer que la nouveauté administrative consistait pour finir dans la possibilité d'obtenir moins de blé avec la même quantité de vin que l'année précédente – en faisant abstraction des variations de production, qui devaient prouver la solidarité entre négociants (le monopole des acheteurs).

Un échange naturel, donc, mais ramené aux mesures monétaires (conditionnées par les prix de *méta*). C'était certainement une constante importante des transactions commerciales préindustrielles, de nature à renforcer l'élément personnel de la transaction, lié également à l'habitude de différer et résoudre dans le temps les compensations monétaires. Néanmoins, les possibilités de ces résolutions étaient limitées, en raison du degré variable d'urgence de la vente ou de l'achat de producteur à producteur, de producteur à négociant, au point de favoriser le renforcement des notables, capables de généraliser leur position de privilège économique: grands propriétaires, né-

gociaux et transporteurs. On perçoit ainsi la possibilité d'une correspondance entre clientèle et endettement. Et il est évident qu'il est difficile de distinguer rapports sociaux, rapports économiques et rapports politiques – assertion qui repose sur le fait que les rapports dotés d'une signification « économique » étaient d'abord des rapports interpersonnels, si bien qu'il n'y a pas de raison de privilégier les schémas de l'analyse économique. Nous pouvons toutefois considérer que le marché plus ample concerne d'abord les groupes dirigeants (fonction de « médiation ») et seulement directement <sup>4</sup> les subalternes, sur lesquels les premiers pouvaient éventuellement se décharger du poids de la conjoncture négative, mais toujours selon des modalités et des évaluations échappant à la « rationalité économique ». L'analyse et la confrontation entre les prix sont ainsi insérées dans ce milieu dimensionnel, pour signaler des crises inattendues de la structure sociale, des déplacements de solidarité, des émigrations, etc. Comme on l'a dit, les sources notariales (et les sources judiciaires et civiles) nous permettent de reconstruire de telles structures de dépendance : si la transaction mercantile n'est que rarement signalée comme telle, on trouve plus régulièrement une authentification ou une quittance de dette, si bien que la satisfaction d'une dette est souvent la condition d'un nouveau crédit. Les inventaires *post mortem* (surtout rédigés pour la division des

biens entre les enfants) nous permettent, à travers la notation des crédits, de cartographier la clientèle d'un notable, et les relations spécifiques peuvent être suivies de génération en génération. Le rapport peut changer de qualité : les dettes sont consolidées dans un cens ou dans une vente qui ont surtout pour garantie et pour objet la terre, si bien que l'ex-proprétaire devient fermier ou emphytéote.

Examiné de façon analytique, le marché de la terre met en évidence non seulement – comme l'a montré G. Levi – les logiques des cycles familiaux, mais aussi les divergences aux différents niveaux de l'objet de la transaction (*Quaderni storici*, 33). Chayanov nous a bien expliqué que ce prix ne correspond pas à la valeur de la rente capitalisée. Dirions-nous avec lui qu'il est simplement fonction de la démographie et donc, encore une fois, de la demande (*The Theory of Peasant Economy*, 1966) ? Si l'on considère comme un *processus* le schéma « vertical » que nous avons défini plus haut, cela ne me semble pas opportun. La fiction de la rencontre entre offre et demande devient en ce cas risible. Il faut en effet se demander si l'analyse économique acquiert une plus grande signification à mesure que les fiches de l'offre et de la demande prennent un caractère de « masse », et se demander quels sont les seuils stratégiques. Nous ne pouvons jeter aux orties d'un cœur léger le patrimoine de rationalisation interprétative des

4. Sans doute faut-il lire « indirectement » [NDT].

*processus* sociaux et du cours de l'histoire que ces seuils nous permettent de saisir.

Naturellement, l'échange de biens et de services a aussi ses dimensions horizontales. C'est, en particulier, la dimension caractéristique de la réciprocité paysanne, plus souvent entendue comme réciprocité différée de services (travail) – phénomène dont l'illustration historique est plus difficile. Mais les transactions horizontales vont au-delà de ces échanges, comme cela paraît évident aujourd'hui dans beaucoup de sociétés paysannes où l'intermédiation est particulièrement développée et où une série de liens dyadiques préférentiels solidifie les canaux du commerce à travers l'institutionnalisation de rapports interpersonnels (la « pratique » haïtienne de S. Mintz). Il est évident que cela rentre encore plus difficilement dans l'enregistrement notarial : on pourra toutefois contrôler de menues transactions qui concernent non seulement de petites portions de terre, mais aussi des quotes-parts de bétail ainsi que des dettes minimes. En particulier, les transactions dotales sont enregistrées : l'échange croisé des dépenses qui permet d'épargner les dots représente pour les plus pauvres une forme de réciprocité rigoureusement équilibrée.

On imagine facilement des différences et des seuils de communauté à communauté, conséquence de la pénétration variable de l'économie mercantile et du rôle variable de l'autosubsistance : cela peut signifier aussi que certaines transactions se heurtent à des objections culturelles. Ainsi

que l'a écrit D. Riches, « la protection du secteur de subsistance est la base probable des idéologies de beaucoup d'économies paysannes relatives aux sphères d'échange » (Man, 1975). En effet, le concept anthropologique des sphères d'échange présente des possibilités de généralisation à une économie monétaire, où par exemple les transactions de certains biens comportent leur résolution dans le milieu du système du crédit, tandis que les transactions portant sur d'autres biens comportent la remise immédiate de l'argent : ainsi, en fonction des biens dont il s'agit, nous aurons deux sphères d'échange relativement distinctes. Nous pouvons indiquer qu'il s'agit d'une troisième ligne de défense de la société paysanne, après la défense de l'autosubsistance (qui comporte une orientation productive et la désapprobation culturelle pour des transactions qui concernent les biens alimentaires de base) et après l'échange horizontal (qui opère souvent comme forme de mutualité) (S. Mintz). Cela dans le cadre d'une résistance commune de la société paysanne à la monétarisation radicale des échanges qui la concernent.

Quand elle considère la société agraire dans son ensemble, l'historiographie économique pose comme fondamental le problème du rapport entre population et ressources ; d'ordinaire, elle pose ce problème sur une vaste échelle territoriale (au minimum à partir du niveau régional). D'où la construction *ex post* d'une hypothèse homéostatique fondée sur le malthusianisme. Au

niveau micro-analytique que l'on défend ici, on peut poser le problème des unités domestiques qui investissent du travail (non comptabilisable en termes monétaires) et récupèrent des biens destinés, en partie à travers leur conversion de marché, à la défense et à la reproduction du statut traditionnel. Parce que ce statut est défini culturellement, donc en termes éminemment relationnels, ce sont les formes d'organisation sociale de la communauté qui sont en question et qui ont donc une importance « économique ». Bien que la base productive soit étroite et atomisée, et que les attitudes culturelles s'en ressentent en partie, une solidarité de destins est présente qui explique en dernière instance les formes d'intégration sociale. Sahlins a montré comment l'application du modèle Chayanov (évolution du *ratio* consommateurs-producteurs selon le cycle de développement économique) n'explique pas la continuité de certaines sociétés simples, qui demeure ainsi inconcevable sans la présence de formes institutionnalisées de participation (*Stone Age Economics*, 1975). C'est une façon de montrer le caractère « économique » de la structure sociale. Dans les sociétés complexes, la mobilité des ressources d'appoint ou des ressources substitutives augmente : intensification du travail, manière différente de tirer profit des ressources, opportunités « extérieures » (travail, marché). En d'autres termes, s'il est vrai que la famille aussi peut, dans une certaine mesure, contrôler ses dimensions, la communauté peut s'adapter et assurer sa survie

de diverses façons. Qu'elle arrive à une irréparable et fatale « contradiction » avec les ressources dont elle dispose n'est pas du tout automatique et nécessaire – il faut le vérifier. La dramatique dialectique population/ressources comme explication du développement historique est une simple hypothèse, invérifiable à l'échelle territoriale où on l'a posée, tant il est vrai qu'E. Boserup a pu formuler en toute plausibilité l'hypothèse opposée (*Évolution agraire et pression démographique*, 1970). En effet, elle représente la thèse de repli par rapport à l'autre grande projection historique ethnocentrique de la « civilisation » européenne : le développement comme triomphe progressif du marchand, du marché et de la ville.

4. Nous retournons ainsi au thème initial. Romanelli dénonçait l'ancrage des prospectives historiographiques contemporaines dans un modèle univoque et peu « élastique » : on peut soutenir avec raison, selon moi, qu'il s'agit de perspectives historiographiques générales, largement conditionnées par l'économie comme « science sociale la plus avancée ». La « perte du sens » est le refus d'un sens largement préconstitué, « idéologique » en cette acception.

Le dessein, plus ou moins explicite, est de ramener l'histoire à une contextualité et à une vocation analytiques, dans le cadre desquelles l'objet de l'analyse désigne la série ou le réseau des rapports interpersonnels : d'où le choix d'une société à échelle réduite, comme le village paysan.

Ce choix est guidé sans aucun doute par l'exemple parallèle de l'anthropologie. En principe, un quartier d'une ville pourrait aussi faire l'objet du choix. Mais, même en faisant abstraction de l'échelle de la société indiquée, qui satisfait au moins théoriquement la « vertu » de l'approche holistique, la perspective conserve une validité comme perspective générale d'histoire sociale, où, à mon avis, la voie principale est indiquée par l'étude des comportements et des relations interpersonnelles (comme paradigme de référence). Évidemment, pour l'époque contemporaine, la documentation quantifiée ou quantifiable est plus abondante, tandis que l'on perd en partie, probablement, le bénéfice des convergences locales de la documentation comme matériel immédiatement utilisable aux fins des reconstructions prosopographiques. Mais cela veut dire, comme le montrent les exemples déjà indiqués, que les analyses, plus ponctuelles mais plus rigoureuses, sont multipliables.

La micro-analyse sociale s'attache au caractère de base des données prises en considération plutôt qu'à la dimension de l'aire sociale en tant que telle. En ce sens, il n'y a pas de fracture entre histoire médiévale et histoire contemporaine. Au contraire, nous enregistrons aujourd'hui un gigantesque *hiatus* dans les critères de pertinence de la production historiographique : dans un secteur prime la nouveauté historique et analytique, tandis que dans l'autre, en Italie du moins, domine l'attente d'une synthèse politico-idéologique qui

écarte systématiquement les *processus* sociaux, décrits comme allant de soi et connus selon une grille de thèses et de thèmes qui est souvent un mélange d'« idées reçues ».

Il est significatif que l'anthropologie, quoiqu'elle porte nécessairement sur des sociétés contemporaines, a depuis longtemps stimulé surtout l'historiographie médiévale, si ce n'est l'histoire ancienne. Et cela ne peut être imputé à la correspondance de l'objet (des sociétés relativement plus « simples »). En effet, le problème même du changement social a été discuté et illustré analytiquement par les anthropologues. Et que peut être l'histoire contemporaine, sinon une histoire de transformations sociales ? Et pourquoi le lieu d'élection pour l'étude de ces transformations doit-il être l'agrégat « nation », et non pas la communauté, la ville ou le métier ?

Au fond, l'argumentation que j'ai cherché à illustrer dans ce texte équivaut à la défense du principe selon lequel l'histoire sociale est l'histoire des relations entre personnes et groupes. Le problème ultérieur et fondamental de l'identification des concepts et des possibilités opératoires, ici développé de façon très partielle, peut être enrichi indéfiniment ; il me paraît sûr que, dans le milieu des sciences sociales contemporaines, ces possibilités ne diminuent pas, mais s'accroissent, même si on laisse de côté les indications de l'histoire orale (mais il ne faudra pas les laisser de côté). La croissance de l'« administration » a multiplié les observations et les relevés, et d'innombrables

dépôts documentaires (par sections, fonctions ou associations), aujourd'hui destinés au pilon, sont susceptibles de faire l'objet d'illuminations historiques analytiques inattendues.

Le but d'une historiographie sociale contemporaine est de réduire la distance culturelle avec

la société que nous vivons, de l'objectiver dans ses contenus de relation, de reconstruire l'évolution et la dynamique des comportements sociaux.\*

\* Malgré nos efforts, il nous a été impossible de joindre les héritiers d'Edoardo Grendi. Leurs droits sont réservés et nous nous tenons à la disposition de ceux qui voudront se faire connaître. (*Note de l'éditeur*)